



## TRANSCENDER LES FRONTIÈRES DANS UN MONDE EN REPLI

Alan Shepard Recteur et vice-chancelier

Allocution présentée au CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL MAI 2017

Distingués invité/e/s, chers ami/e/s,

Bonjour et merci d'être venus ce midi.

Je tiens à remercier le Conseil des relations internationales de Montréal de m'avoir donné l'occasion de vous adresser la parole.

Je suis particulièrement touché que son fondateur, mon ami Louis Sabourin, soit venu aujourd'hui. Comme vous le savez, M. Sabourin a dirigé l'OCDE à Paris durant plusieurs années. Je reviendrai sur Paris et sur l'OCDE plus tard.

Pour l'instant, j'aimerais vous parler d'un paradoxe croissant de la vie moderne. La révolution scientifique a commencé il y a 400 ans, à peu près au moment de la fondation de Montréal.

Cette révolution nous a façonnés, ainsi que le monde qui nous entoure.

Les téléphones intelligents, l'intelligence artificielle, la téléchirurgie, les voitures autonomes, les implants technologiques, l'impression 3D d'organes humains, Facebook.

Vous serez d'accord avec moi pour dire que ces innovations ont amélioré nos vies, à moins que votre ado soit dépendant des réseaux sociaux.

Voilà le paradoxe : malgré ces progrès importants, nous faisons encore face à d'énormes problèmes, comme la famine, la guerre, le terrorisme, les camps de réfugiés.

Plus près d'ici, il y a des enfants qui vivent dans la pauvreté, la contamination au mercure, les inondations au Québec.

Comment peut-on être si évolué scientifiquement et tolérer autant de misère? Comment peut-il y avoir un tel écart entre les pays développés et en voie de développement, entre les riches et les pauvres?

Précision scientifique d'un côté, souffrance incontrôlable de l'autre.

Aux quatre coins du monde, des écarts en matière de prospérité, de possibilités et de sécurité perdurent. Et Montréal n'y échappe pas, comme nous le fait voir Centraide.

C'est dans une telle époque de tourment et de peur qu'une société peut être tentée de se refermer sur elle-même, de remonter le pont-levis.



Nous l'avons vu avec l'élection de Donald Trump et le vote pour le Brexit au Royaume-Uni.

Ces événements, comme beaucoup l'ont souligné, reflètent l'affrontement viscéral qui a cours dans les démocraties occidentales. Un nationalisme régressif s'oppose à une mondialisation qui a grandement servi l'occident après la Deuxième Guerre mondiale.

Le Brexit et les interdictions de voyager pourraient bien ralentir la circulation des biens et des personnes, mais le phénomène ne durera pas longtemps.

Les tendances isolationnistes ne freineront jamais la migration des talents.

Et elles ne mettront jamais fin aux débats porteurs de changements.

On sait qu'avec les changements qui s'accélèrent, il faut rassembler la meilleure information possible afin de prendre des décisions plus rapidement. Dans un tel climat, les entreprises et les pays qui se referment sur eux-mêmes seront vite laissés derrière.

La fin de semaine dernière, la France a rejeté l'extrémisme politique. Mais la bataille n'est pas gagnée. L'anxiété est omniprésente. Tout comme la colère, la peur et la peur de l'autre.

Les démocraties libérales doivent prendre au sérieux la montée en popularité de ces idées extrémistes et s'efforcer de réduire les écarts entre les citoyens, afin de redonner espoir à la population.

Voilà le sujet dont je souhaite vous parler aujourd'hui : comment faire renaître l'espoir dans une démocratie libérale.

Parlons d'abord de l'importance des institutions. Après les horreurs des deux Guerres mondiales, les démocraties libérales ont créé des organisations internationales pour une coopération éclairée en faveur de la justice et de la paix, comme l'OCDE, l'ONU et l'OTAN. Évidemment, ces institutions sont la cible des chefs politiques qui cherchent à imposer le même nationalisme virulent et calculé qui a déclenché les guerres.

Malheureusement, aujourd'hui, les politiciens comme Marine Le Pen ne sont pas les seuls à exprimer leur manque de confiance envers les institutions. Les citoyens se rangent de leur côté par millions. Ces personnes ne profitent pas de la prospérité qui les entoure, et l'écart se creuse.

Quelle est la solution? Le communisme? Je ne crois pas. La révolution? Je n'espère pas. La hausse des taxes? Un plan bien intentionné à la Robin des Bois? Peu probable.



Les solutions sont complexes, bien entendu – en tout cas trop complexes pour un dîner-causerie.

Chose certaine, il faut créer un gouvernement plus convivial et se doter de lois plus éclairées, plus simples et plus transparentes afin que la population retrouve sa confiance dans les institutions et participe davantage aux décisions démocratiques.

La solution comprend aussi un changement de mentalité des citoyens afin de freiner le retrait de la vie civique et le repli sur soi. Laissons derrière le confort de nos salons climatisés et Netflix, et contribuons à la vie publique. Magasinons un peu moins, et faisons plutôt connaissance avec nos voisins.

Neil Postman nous avait averti : dans notre ère technologique, où nous préférons nous distraire à en mourir plutôt que de nous occuper des affaires publiques, nous mettons notre vie sociale collective en danger.

Plus particulièrement, c'est la démocratie libérale telle que nous la connaissons qui risque de s'effondrer sous l'extrémisme engendré par les grandes inégalités sociales.

Recommençons à nous intéresser à nos institutions publiques, comme nos universités, nos bibliothèques, nos groupes citoyens. Ils sont tous des antidotes contre l'extrémisme. Ils font renaître l'espoir.

Pour passer maintenant à un sujet plus léger, la semaine prochaine, nous allons célébrer le 375e anniversaire de Montréal. Les fêtes, ça, je suis tout pour! Les célébrations publiques offrent une sorte de remède à l'ennui et au cynisme.

Ici, à Montréal, le centième anniversaire du Canada a été marqué par Expo 67. L'Expo a attiré cinquante millions de visiteurs – incroyable! Ils y ont appris que le Canada était un pays dynamique et courtois : nord-américain, mais sans l'agitation sociale des États-Unis. L'optimisme canadien était à un sommet, et l'avenir était rempli de possibilités.

Cinquante ans plus tard, le Canada a toujours le vent dans les voiles. Nous sommes parmi les pays les mieux classés au monde en matière de progrès social, de qualité de vie et de respect international.

Le Canada est donc dans une bonne position pour changer le monde en luttant contre l'extrémisme et en défendant les idéaux de la démocratie.



C'est bien beau d'en parler, mais il est temps d'agir!

Et agissons vite, parce que les changements se propagent rapidement.

Cette année, j'ai rencontré les hauts dirigeants de Google et de Facebook, des diplômés de Concordia. Eux aussi sont étonnés de voir à quelle vitesse les technologies évoluent.

Il est possible de canaliser l'énergie de la révolution technologique pour faire le bien, comme Hydro-Québec a fait en transformant la puissance de l'eau en électricité et en puissance économique.

J'aimerais illustrer mon point de vue sur les démocraties libérales en trois exemples.

## Prenons d'abord les technologies vertes.

Aujourd'hui, l'industrie mondiale des technologies vertes est évaluée à 1,35 billion de dollars. C'est énorme.

Cette industrie en croissance nous offre une occasion en or de stimuler notre économie et de protéger notre planète.

Le Québec est un modèle pour le monde. La capacité de production et le savoir-faire en électricité sont essentiels au développement des technologies vertes et à la révolution du transport vert.

Le Québec possède beaucoup d'eau et une topographie favorable – quoique moins favorable dans les dernières semaines. Mais en général, il a su en tirer profit.

Mais les technologies vertes ne se résument pas aux énergies hydroélectrique, éolienne et solaire.

Il y a aussi la création de logiciels pour gérer les pointes de demande d'énergie, la conception d'équipements et de machines plus efficaces, le développement de véhicules électriques et de moyens pour les charger, et bien plus encore.

Toutes de bonnes choses pour le climat, la santé publique et l'économie.



En s'inspirant des initiatives environnementales du Québec, le Canada peut devenir un chef de file dans le marché des technologies vertes.

C'est là qu'entrent en jeu nos universités et la ville de Montréal, capitale canadienne pour les universités et la recherche.

Mes collègues de Concordia sont des sommités mondiales sur divers aspects du changement climatique.

Leurs recherches portent sur la construction d'édifices et de structures qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

Ils cherchent aussi à convertir les sous-produits de la foresterie et de l'agriculture en biocarburant vert pour accroître la production bioénergétique du Québec.

Des étudiants de Concordia et de McGill conçoivent une maison familiale économique dans le cadre du concours Décathlon solaire de Chine de l'an prochain.

De plus, nous sommes fiers d'abriter à Concordia le siège social du plus important consortium de recherche scientifique au monde, Future Earth, une agence des Nations Unies.

Vous vous demandez sans doute ce que tout ça a à voir avec la défense de la démocratie libérale.

En fait, tout est une question de santé publique. Revenons en arrière, à l'époque où on utilisait du charbon pour chauffer les maisons et où l'air de Paris et de Londres était chargé de suie. Même les scientifiques du 17<sup>e</sup> siècle en parlaient dans leurs rapports.

Aujourd'hui, quand on fait passer le progrès et le profit avant la santé publique, on se retrouve encore avec de l'air et de l'eau pollués.

Avez-vous déjà visité une mégapole et rempli vos poumons de son smog? Si oui, alors vous savez à quel point le progrès et le profit peuvent être mauvais pour vos poumons et votre santé.

Vous avez vous-mêmes constaté que la course à la prospérité économique peut être dommageable.

Au contraire, les technologies vertes favorisent le progrès, le commerce et la vie, tout en protégeant notre planète et ses habitants, et en comblant le fossé en matière de revenus et de santé.



Elles sont aussi un gage de respect de l'environnement et d'engagement envers les générations futures.

## Mon deuxième exemple porte sur les transports, et plus particulièrement sur les innovations touchant les infrastructures et les réseaux publics.

Récemment, la Caisse de dépôt, la ville de Montréal et le gouvernement du Québec ont annoncé la construction d'un nouveau réseau ferroviaire local. Quelle belle idée.

Des études démontrent que les travailleurs du savoir, comme moi, préfèrent les trains. Oui, il y a réellement des études sur le sujet!

Au Canada, l'arrivée du chemin de fer a changé le cours de notre évolution. Voilà que l'histoire se répète au 21<sup>e</sup> siècle, un peu comme avec le TGV ou la ligne grande vitesse entre Pékin et Shanghai.

L'idée d'un train rapide entre New York et Montréal a été formulée par Jean Drapeau, puis relancée plus tard.

Mais les négociations sur le partage du financement entre les diverses autorités ont toujours achoppé.

Certains facteurs ont cependant changé depuis. Plus de gens habitent dans les villes, il y a plus de trafic et de concurrence en matière d'idées et de talents. Le prix de l'essence a grimpé alors que le prix de l'électricité continue à chuter. Les trains grande vitesse favorisent le mouvement, la fraternité.

Peut-être devrions-nous construire un hyperloop, un train supersonique dans un tube sous basse pression. C'est une idée d'Elon Musk, fondateur de Tesla et de SpaceX.

L'hyperloop est actuellement testé dans le désert du Nevada. Il est déjà question de construire un hyperloop qui reliera Dubaï à Abu Dhabi. Imaginez parcourir 140 km en 12 minutes!

En Amérique du Nord, même s'il n'est pas toujours facile de traverser les frontières, nous devons conserver des liens virtuels entre nos villes et nos pays.



Alors, municipalités, états et provinces; industrie privée et chambres de commerce; entrepreneurs et universités – ensemble, nous pouvons nourrir des collaborations intellectuelles à travers l'est de l'Amérique du Nord et résoudre les grands défis de la société.

Nos échanges transcendent les frontières – peut-être un jour ils ouvriront enfin la voie à la construction de ces liens ferroviaires.

Ce serait un grand pas dans la bonne direction. La démocratie se nourrit de contacts humains. C'est la raison d'être des parlements.

Mais la démocratie développée a aussi besoin d'innovation, d'énergie entrepreneuriale et d'échanges de points de vue divergents.

Et c'est dans les grandes villes du monde que naissent ces projets d'entrepreneuriat.

De grandes villes comme New York, Boston, Montréal, Toronto, Chicago.

Ces villes renferment la plus grande concentration de génie créatif depuis l'Italie de la Renaissance.

Il y a quelques années, la journaliste économique Diane Francis a proposé la fusion du Canada et des États-Unis. Je n'adhère pas à sa vision, mais je dois admettre qu'un train grande vitesse faciliterait la collaboration entre nos deux pays.

Le commerce entre le Québec et les États-Unis est évalué à plus de 100 milliards de dollars par année et pourrait être touché par les changements à l'ALENA. Heureusement, les grandes villes nord-américaines font partie des plus importants berceaux pour entreprises en démarrage au monde.

D'ailleurs, les entreprises en démarrage, les PME et les entrepreneurs sont à la base de l'accès aux possibilités économiques et donc de la démocratie libérale moderne.

À mon arrivée à Montréal il y a cinq ans, j'avais hâte de voir comment Concordia pouvait contribuer au succès des nombreux entrepreneurs du Québec.

C'est pour cela que nous avons ouvert District 3, un centre qui permet aux entrepreneurs avec un nouveau concept de trouver des partenaires, des talents, des outils pour la conception de prototypes, des accompagnateurs aguerris et même du financement.



À ce jour, District 3 a créé plus de 250 emplois. Le centre est ouvert à toute la population. C'est un carrefour d'idées et de talents de partout.

Suivant un modèle de mélange semblable, Concordia a déployé ses racines dans un terreau de créativité de Montréal, le quartier Mile-End.

Elle y a collaboré à l'établissement de Temps Libre, un dynamique espace communautaire de travail où la recherche universitaire côtoie de façon organique les forces vives de la communauté.

Durant la même période, Montréal a pris des mesures pour soutenir ses entrepreneurs. Le Quartier de l'innovation, lancé par McGill et l'ÉTS, s'est ouvert à de nouveaux partenaires privés et à d'autres universités, dont l'UQAM et Concordia.

Et en partenariat avec la Fondation Saputo, Concordia et HEC Montréal ont lancé la Maison de l'innovation sociale.

Les investissements philanthropiques et publics laissent entrevoir un monde plus prospère et plus juste.

C'est pourquoi les infrastructures publiques comptent.

Des infrastructures comme les trains grande vitesse, qui ont le pouvoir de nous rassembler.

Comme les hôpitaux et les établissements de recherche universitaire.

Comme les parcs et même les travaux de réfection des routes.

Je dois bien être le seul Montréalais qui ne se plaint pas de la construction sur l'échangeur Turcot.

C'est vrai que les travaux sont interminables, mais, au moins, nous prenons soin de nous.

Les routes sont des réseaux. Et elles aussi nous permettent de traverser les frontières.

## Mon troisième exemple porte sur l'éducation.

Dans la vingtaine, j'ai parcouru l'Europe, armé de mon sac à dos. Les étudiants d'aujourd'hui



préfèrent se rendre plus loin, mais le jeune Américain du Midwest que j'étais trouvait que l'Allemagne était une destination exotique avec le mur qui la divisait.

En voyage, j'ai rencontré des Canadiens et des Québécois. Faciles à reconnaître avec les drapeaux cousus sur leurs sacs à dos.

Les jeunes Canadiens voyageaient partout à l'époque. C'est encore le cas aujourd'hui.

Or, fait étonnant, seulement environ 2 ou 3 % des étudiants universitaires canadiens et québécois acquièrent une expérience à l'étranger dans le cadre de leur formation – beaucoup moins que dans nos pays concurrents, comme l'Australie, le Brésil et la plupart des États de l'Europe.

Les universités ont le devoir d'aider les étudiants à franchir les frontières du savoir et de l'imagination, mais aussi de leur permettre de vivre la différence et de faire des découvertes. Chaque année, plus de cinq millions d'étudiants visitent un autre pays dans le cadre de leur formation universitaire. Mais très peu d'entre eux viennent du Québec et du Canada.

Changeons cette réalité. Ensemble, mettons davantage l'accent sur les stages coop à l'étranger.

Avec ses sessions alternatives de travail et d'étude, les programmes d'enseignement coopératif donnent aux étudiants un aperçu du marché du travail. Les étudiants y acquièrent une expérience pratique et avantageuse lorsque vient le moment de se trouver un emploi. De plus, les stages sont une belle occasion pour les employeurs de mettre de futurs employés à l'essai.

Nous aidons les étudiants de Concordia à obtenir des stages au Canada et sur presque tous les continents. Beaucoup de stagiaires sont ensuite embauchés.

La demande est élevée. Mais les offres ne sont pas assez nombreuses. Je m'adresse à vous, les employeurs : nous avons besoin de plus de partenariats qui mènent à des occasions de stages à l'étranger pour les étudiants de tous nos programmes.

Afin de stimuler cet investissement dans la formation de sa main-d'œuvre, le Québec pourrait peut-être modifier quelque peu sa loi novatrice du 1% afin d'inclure les stages coop.

L'enseignement supérieur a aussi son rôle à jouer. Comme bon nombre d'universités canadiennes, Concordia participe à divers partenariats de recherche et programmes de grade conjoints à l'échelle internationale.



Mais les universités européennes sont synchronisées à un tout autre niveau.

Des programmes comme Erasmus Mundus en Europe offrent aux étudiants un vaste réseau de partenariats qui leur permet de décrocher leur diplôme en étudiant dans au moins deux pays européens. Je crois qu'il est temps pour les universités canadiennes d'explorer de nouveaux modèles.

Mais n'oublions pas que nous avons aussi de nombreuses raisons d'être fiers. Les universités sont des institutions vieilles de 900 ans, qui existaient bien avant n'importe quelle entreprise du classement Fortune 500.

Au Moyen-Âge et à la Renaissance, les érudits traversaient les frontières politiques et linguistiques pour relier les cultures par les idées. Nous le faisons toujours.

Mais rappelons-nous que les premières universités étaient elles aussi des entreprises en démarrage. Nos institutions historiques doivent tenir compte des changements à l'échelle mondiale. Pour relever les défis actuels, nous devons nous débarrasser de la structure bureaucratique désuète et oser.

Nous devons offrir à nos étudiants un enseignement digne du 21<sup>e</sup> siècle, parce qu'ils vivent dans un monde en changement, où le contrat social est constamment réécrit.

Nous devons aussi le faire pour protéger la démocratie libérale.

Souvenez-vous de la devise du siècle des Lumières, « liberté, égalité, fraternité ».

Au cours des siècles derniers, les démocraties libérales ont fait d'impressionnants progrès dans les domaines des connaissances et des lois, ce qui a amélioré la vie de nombreuses personnes.

Malgré cela, il existe encore des écarts, des injustices et de la souffrance.

Nous devons corriger ces écarts pour éliminer l'extrémisme, le cynisme et l'ennui.

Nous ne devons pas rester silencieux lorsque nos leaders politiques prônent des idées destructives.

Nous devons redoubler d'efforts pour collaborer au-delà des frontières afin de bâtir un monde meilleur.

Merci et bonne fin de journée.

